



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A2022.1417

### Feu d'artifice du 30/07/2022

Organisé dans le cadre de la manifestation « Les Grandes Eaux Nocturnes »,  
tiré depuis le Parc du Château dans le jardin du musée et du domaine national de Versailles

#### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2212-2 ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L571-1 et suivants et R571-1 à R571-97 ;

Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L1311-1 à L1311-2, L1312-1, L1312-2, L1421-4, L1422-1, R1336-1 et suivants et R1337-6 à R1337-10-1 ;

Vu le Code pénal et notamment l'article R610-5 ;

Vu le règlement national sur le transport des matières dangereuses ;

Vu les articles L557-1 à L557-61 et R557-6-1 à R557-6-15 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu l'arrêté du préfet de police n° 75/2020/032 du 12 février 2020 portant agrément relatif à la mise en œuvre des artifices de la catégorie 4, F4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2 à Monsieur Sylvain MAN ;

Vu l'arrêté du préfet de police n° 75/2021/0214 du 6 avril 2021 portant qualification en vue de l'utilisation des artifices de divertissement de la catégorie 4, K4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2, niveau 2 délivré à Monsieur Sylvain MAN ;

Vu l'arrêté municipal n° A2022.913 du 18 juin 2022 portant autorisation d'un tir de feu d'artifice ;

Vu l'arrêté municipal n° A2022.1330 du 7 juillet 2022 portant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles - Mandature 2020-2026 ;

Vu la demande du 22/04/2022 de l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, représenté par sa présidente, Madame Catherine PEGARD, d'organiser un spectacle pyrotechnique le **30/07/2022** depuis le Parc du Château dans le cadre de la manifestation « Les Grandes Eaux Nocturnes » ;

Vu l'attestation d'assurance en responsabilité civile n° AR767868 de la compagnie Generali IARD garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de la société GROUPE F SAS, Domaine de Boisviel - 13104 MAS THIBERT, valable du 01/02/2022 au 31/01/2023 inclus ;

Vu la déclaration de spectacle pyrotechnique dont récépissé a été délivré sous la référence n° **2022/17** ;

Vu l'examen des plans de situation de la zone de tir et du déroulement de la mise à feu,

-----

Considérant qu'il convient de délivrer un permis de tir nécessaire au déroulement de ce feu d'artifice ;

Considérant qu'il convient de limiter les horaires de tir afin de ne pas porter atteinte à la tranquillité des riverains en raison du nombre de feux d'artifice annuels tirés sur le domaine du château ;

Considérant que les distances de sécurité doivent être adaptées aux conditions météorologiques ;

Considérant que le caractère protégé du château de Versailles implique une vigilance accrue, nécessite

des mesures de sécurité particulières et que toutes les dispositions doivent être prises par l'organisateur pour qu'aucun débris incandescent ne puisse retomber sur l'édifice ou le domaine communal ;

Considérant que les risques physiques à l'encontre des administrés, du public ou ceux d'incendie résultants de l'usage de pièces d'artifice d'une part et les bruits particuliers de nature à porter atteinte à la tranquillité d'autre part ;

Considérant que le niveau sonore engendré par les tirs de feu d'artifice ne doit pas atteindre une valeur de crête de 105 db en tout point accessible au public ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publiques,

-----

## **ARRETE**

### Article 1 :

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° A2022.913 du 18 juin 2022, à la suite d'un changement d'artificier.

### Article 2 :

L'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, représenté par sa présidente Madame Catherine PEGARD, est autorisé à faire tirer un feu d'artifice le **30/07/2022 à 22h50** depuis le Parc du Château dans le cadre de la manifestation « Les Grandes Eaux Nocturnes ».

### Article 3 :

Si, en raison d'un événement exceptionnel ou de problèmes techniques, le tir ne pouvait intervenir à l'horaire prévu, il devra être tiré au plus tard avant **23h20 environ faute de quoi il devra être annulé.**

### Article 4 :

L'autorisation de procéder au tir ne prendra effet qu'après notification du présent arrêté au responsable de la mise en œuvre du spectacle pyrotechnique et après s'être assuré que :

- a. Les distances de sécurité seront doublées lorsque la vitesse du vent est comprise entre 21 et 40 Km/h ;**
- b. La force du vent est inférieure à 40 Km/h maximum, au-delà de 40 Km/h le tir sera interdit.**

### Article 5 :

Les « marrons d'air » sont interdits.

### Article 6 :

La mise en œuvre du feu d'artifice est placée sous la responsabilité de Monsieur Sylvain MAN, chargé de veiller au transport et à la réception des artifices, au montage et à l'exécution du spectacle pyrotechnique, conformément aux règles de sécurité en vigueur. La liste des personnes participant aux opérations de montage ou de tir devra être transmise au service interministériel de Défense et de Protection civile en Préfecture.

### Article 7 :

La zone de tir déterminée par le responsable de la mise en œuvre du spectacle sera délimitée par un périmètre de sécurité et interdite au public durant les phases de montage de tir et de nettoyage du spectacle. Elle comportera des moyens de lutte contre l'incendie dimensionnés en fonction de la nature des risques. Elle comprendra un point d'accueil des secours, matérialisé par une affichette portant la mention « POINT ACCUEIL SECOURS ». Par ailleurs, le responsable de tir devra s'assurer que le site a été débarrassé de toutes herbes sèches, broussailles ou autres matières inflammables et que les produits sont installés conformément aux règles de sécurité mentionnées dans le dossier.

### Article 8 :

La circulation dans les voies interdites au public sera réservée aux véhicules de secours de 19h00 à minuit.

### Article 9 :

A l'issue du spectacle, Monsieur Sylvain MAN assurera le nettoyage des déchets d'artifice et l'enlèvement des artifices inutilisés ou défectueux, qui seront traités selon les instructions du fournisseur.

### Article 10 :

Le non-respect de l'une des dispositions édictées aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du présent arrêté entraînera l'annulation du permis de tir délivré à l'artificier.

Article 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Maire de Versailles. Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant deux mois valant décision implicite de rejet).

Article 12 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Madame le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles, Monsieur le Commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 :

Le présent arrêté sera notifié à Madame Catherine PEGARD, présidente de l'Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles, organisatrice.

Article 14 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur Sylvain MAN (artificier, mise en œuvre) ;
- Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- Madame le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Versailles ;
- Monsieur le Commissaire divisionnaire, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles ;
- Monsieur le Chef de centre de Secours principal de Versailles.